

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2346 - 19 juillet 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

Catastrophe de Brétigny-sur-Orge

**SNCF, RFF,
gouvernements,
responsables
et coupables**

p. 3 et 12



**À bas les attaques
sur les retraites !**

p. 5

SOMMAIRE

Leur société

- p.4 ■ Le "CDI intérimaire"
 - Sarkozy le retour
- p.5 ■ Attaques en préparation sur les retraites
 - Livret A : le gouvernement au service des banquiers
 - Il y a 60 ans
- p.6 ■ Le 14 juillet 1953, répression sanglante contre les Algériens à Paris

Dans le monde

- p.6 ■ Bangladesh : sécurité dans les usines de confection ?
 - Belgique : Chez NGK Ceramics, les salaires, ça ne va pas
- p.7 ■ Grèce : grève dans la fonction publique
 - États-Unis : acquittement de l'assassin d'un jeune Noir

Dans les entreprises

- p.8 ■ Arc International : chômage partiel, au cas où...
 - Aérogare de Roissy : le règne de la précarité
 - Peugeot Poissy : à quand le coup de frein au flux tendu ?
- p.9 ■ Renault Flins : toujours pas d'accord avec l'accord de compétitivité
 - Française de Mécanique à Douvrain : les salariés face aux menaces de la direction
 - PSA Peugeot Muhlouse : des créations d'emplois en trompe-l'œil
- p.10 ■ Calais, ville ruinée par les capitalistes
 - Mont Saint-Michel : grève pour les navettes
- p.11 ■ Lure : mobilisation réussie pour le maintien du Smur
 - Hôpital de Morlaix : contre les restrictions
 - Hôtel-Dieu Paris : non à la fermeture des Urgences !
- p.12 ■ Brétigny-sur-Orge : SNCF, RFF, gouvernements, tous responsables et coupables
 - SNCF Lyon : A quand la catastrophe ?
 - Déraillement à Saintes : économies criminelles

Lutte Ouvrière à votre rencontre

Les caravanes de Lutte Ouvrière poursuivent leur route, profitant des vacances pour faire étape dans près de deux cents villes, allant à la rencontre des travailleurs pour discuter de la situation et des perspectives.

En même temps que la crise frappe de plus en plus durement la population laborieuse et que la pauvreté s'étend, le nombre de milliardaires, lui, s'est accru de 10 % en un an, avec en tête trois propriétaires d'entreprises florissantes : Bernard Arnault, Liliane Bettencourt et Gérard Mulliez. C'est à ces grands patrons que le gouvernement a fait un cadeau de 20 milliards d'euros. Maintenant, il s'appête à s'en prendre aux retraités et à allonger la durée de cotisation des travailleurs,

sous prétexte qu'il manquerait... 20 milliards d'euros aux caisses de retraite en 2020.

Face à ces attaques, face à la droite et à l'extrême droite qui relèvent la tête, les travailleurs n'ont d'autre choix que de se défendre, pour ne pas être les seuls à supporter une crise dont ils ne sont pas responsables. Comment préparer la riposte, quel programme devront-ils mettre en avant pour rallier à leur cause la majorité de la population laborieuse, qui n'a rien à gagner au maintien de cette société qui écrase les petits pendant qu'elle enrichit encore plus les possédants ? C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière souhaitent débattre avec vous.

Vous trouverez ci-dessous les prochaines étapes de nos caravanes.

Pas-de-Calais - Nord - Somme

Judi 18 juillet : Saint-Omer
Vendredi 19 juillet : Calais
Samedi 20 juillet : Dunkerque

Pyrénées

Judi 18 juillet : Tarbes
Vendredi 19 juillet : Pau
Samedi 20 juillet : Auch

Provence

Judi 18 juillet : Aix-en-Provence
Vendredi 19 juillet : Vitrolles
Samedi 20 juillet : Arles

Alsace

Judi 18 juillet : Colmar
Vendredi 19 juillet : Mulhouse
Samedi 20 juillet : Mulhouse

Bretagne

Judi 18 juillet : Lanester
Vendredi 19 juillet : Vannes
Samedi 20 juillet : Lorient

Yonne - Seine-et-Marne

Judi 18 juillet : Montereau
Vendredi 19 juillet : Nemours
Samedi 20 juillet : Melun

Nord

Lundi 22 juillet : Béthune
Mardi 23 juillet : Valenciennes
Mercredi 24 juillet : Lens
Judi 25 juillet : Denain, Anzin, Douchy-les-Mines
Vendredi 26 juillet : Maubeuge et Ferrière-la-Grande
Samedi 27 juillet : Douai



Centre-Allier

Lundi 22 juillet : Nevers
Mardi 23 juillet : Moulins
Mercredi 24 juillet : Vichy
Judi 25 juillet : Montluçon
Vendredi 26 juillet : Châteauroux
Samedi 27 juillet : Vierzon

Champagne-Sud

Lundi 22 juillet : Troyes et La Chapelle-Saint-Luc
Mardi 23 juillet : Bar-le-Duc
Mercredi 24 juillet : Chaumont
Judi 25 juillet : Vitry-le-François
Vendredi 26 juillet : Verdun
Samedi 27 juillet : Saint-Dizier

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio
(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

Brétigny: une catastrophe annoncée

Il faudra sans doute des semaines, des mois d'investigations, pour déterminer la raison exacte pour laquelle une éclisse s'est désolidarisée du rail, entraînant la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge, la catastrophe ferroviaire la plus grave depuis vingt-cinq ans. Mais il n'y a pas besoin d'une triple enquête, de la SNCF, de la justice et du ministère des Transports, pour mettre en cause la vétusté des infrastructures et du matériel des chemins de fer.

Si la cause immédiate du déraillement était accidentelle, c'était quand même un accident annoncé. Les cheminots le craignaient. Et pour cause ! L'administration de RFF (Réseau ferré de France) elle-même parle « d'usure des rails, des ballasts ». « 60 % du réseau seront inutilisables à l'horizon 2025 », assure un organisme spécialisé.

Les usagers du chemin de fer, en particulier ceux qui prennent les trains de banlieue, le RER ou les trains express régionaux, constatent depuis des années la dégradation continue du réseau. Ils le constatent par les pannes à répétition, par les retards qui, sur certaines lignes, sont quotidiens.

Les cheminots dénoncent la difficulté croissante d'assurer correctement la maintenance et le contrôle du matériel. Alors que le trafic est en croissance, les cheminots sont de moins en moins nombreux.

La réduction des effectifs se traduit par la fermeture de brigades, l'éclatement des équipes qui ont l'habitude de travailler ensemble. L'appel à la sous-traitance, la privatisation d'un nombre croissant de tâches, aboutissent à une maintenance de moins en moins maîtrisée.

Depuis que la direction de la SNCF a écarté l'erreur humaine, si souvent incriminée pour éviter de parler de la défaillance du matériel, tout le monde pointe l'insuffisance des investissements et les réductions d'effectifs.

Mais pourquoi ces sous-investissements ? Pourquoi ces réductions d'effectifs ? Pourquoi, jour après jour, ces pannes, ces problèmes de caténaires, ces défauts de signalisation, ces fréquentes ruptures d'alimentation électrique ? Pourquoi cette situation qui rend insupportable la vie de tous ceux qui, pour se rendre à leur travail, sont obligés de prendre le train, et qui, à Brétigny, s'est transformée en catastrophe ?

Il y a, bien sûr, le choix de privilégier, depuis des di-

zaines d'années, quelques lignes de prestige au détriment de ce qui est indispensable à la majorité de la population et, en particulier, aux salariés.

Mais il n'y a pas que cela. Il y a la recherche de rentabilité. Il y a le fait que le système ferroviaire paie un tribut croissant à la finance par le biais des intérêts sur un endettement croissant. RFF affiche une dette de 31 milliards d'euros. Le service de cette dette, c'est autant de milliards qui, au lieu d'être consacrés à l'entretien et au renouvellement du matériel, sont drainés vers les banques !

La séparation, il y a quelques années, de la SNCF en deux entités, responsables, l'une (SNCF), du transport ferroviaire à proprement parler, l'autre (RFF), des infrastructures, a introduit des relations d'argent là où il n'y en avait pas auparavant. Le champ libre laissé aux banques en a été élargi.

L'antagonisme fondamental n'est pas vraiment entre le TGV et les trains de banlieue, mais entre les investissements et la finance, entre le renouvellement du matériel et l'embauche de personnel et les intérêts versés aux banques. Le transport ferroviaire est atteint du même mal que le système hospitalier, la poste ou les télécommunications, c'est-à-dire la décomposition des services publics sous l'effet délétère de l'argent et de la course au profit. Cette dégradation frappe en premier lieu les salariés. Elle s'ajoute à toutes les attaques de la bourgeoisie contre les conditions d'existence de la classe ouvrière.

Il ne suffit pas de soupirer après le « bon vieux temps », où les trains arrivaient à l'heure, le courrier était distribué le lendemain de son expédition et les hôpitaux cherchaient à soigner au lieu de viser la rentabilité. D'abord parce que, même au temps des services publics qui fonctionnaient, ceux-ci ne visaient pas la satisfaction des besoins élémentaires des classes populaires. Et, surtout, parce que même cela c'est fini, sous l'effet corrosif de l'argent, de la recherche du profit et de la crise de l'économie capitaliste.

Reste la réalité crue : le système économique, basé sur la propriété et le profit privés, est incapable de satisfaire convenablement les besoins collectifs élémentaires de la société. La seule façon de sauver de la décomposition les services publics indispensables à la collectivité est de mettre fin à l'organisation sociale basée sur la propriété privée des moyens de production, sur la recherche du profit : mettre fin au capitalisme !

Voir nos articles page 12

• Les riches encore plus riches

Ça paye encore pour certains !

Les 500 plus riches de France ont vu leur fortune augmenter de près de 25 % depuis l'année dernière !

C'est ce que l'on apprend avec la parution du classement annuel des fortunes françaises, effectué par l'hebdomadaire *Challenges*. Notons au passage qu'il s'agit presque exclusivement de propriétaires d'entreprises, et pas du tout des quelques sportifs qui gagnent

très bien leur vie, mais restent loin derrière les capitalistes.

Ces 500 riches ont même battu le record depuis dix-huit ans qu'existe ce classement. Ils possèdent, au total, 330 milliards d'euros, ce qui fait quand même une moyenne de 660 millions d'euros chacun. De quoi voir venir malgré l'augmentation des prix...

Mais, même chez les riches, il existe des inégalités, qu'on n'ose pas qualifier de révoltantes ! En

effet la richesse est de plus en plus concentrée entre les mains d'une toute petite minorité.

Les dix plus riches ont accumulé 135 milliards d'euros, trente milliards de plus en un an.

Dans ce classement, on retrouve, avec quelques variations en plus ou en moins, les mêmes fortunes que les années précédentes. En tête, avec 23,4 milliards d'euros, Bernard Arnault, qui dirige le groupe

LVMH, surtout présent dans l'industrie du luxe ; sa fortune a augmenté de 3,1 milliards. Il est suivi de Liliane Bettencourt (L'Oréal) avec 23,2 milliards (+ 7,9 milliards). On retrouve ensuite Gérard Mulliez du groupe Auchan (Leroy Merlin, Décathlon, Kiabi etc.), qui émerge à 19 milliards d'euros (+1 milliard). Il y a aussi les Dassault, Peugeot, Pinault, et d'autres moins connus, comme Alain Wertheimer du groupe Chanel.

Tous ces gens ont vu leur fortune croître au total de plus de 55 milliards d'euros en un an.

Pas mal, pour des patrons qui passent leur temps à se plaindre que les temps sont durs, en licenciant et en bloquant les salaires.

En tout cas, avec ce classement, on sait qui sont les vrais parasites, ceux qui vivent aux crochets de l'ensemble des travailleurs.

Arnaud VAUTARD

• Cinq fruits et légumes par jour...

Pas à la portée de toutes les bourses

L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) vient de publier son étude concernant l'évolution annuelle des prix à la consommation. Elle signale une augmentation spectaculaire, de 8 %, des prix des fruits et des légumes entre juin 2012 et juin 2013, alors que l'inflation moyenne est dix fois moins élevée, estimée à 0,9 %.

La première explication tient aux mauvaises conditions météorologiques de l'hiver et du printemps derniers. Le gel a par exemple limité la production de pommes, qui représentent la moitié des volumes de fruits vendus en France. L'offre ne suffisant pas à satisfaire la demande, les prix ont grimpé. Ceux des cerises,

fraises ou melons ont battu des records pour les mêmes raisons. Par ailleurs, les légumes de printemps tardant à arriver sur les étals, ceux d'hiver ont continué à se vendre à des tarifs anormalement élevés.

Le froid et la pluie ne suffisent toutefois pas à expliquer cette hausse importante des prix des fruits et des légumes. La grande distribution a aussi sa part de responsabilité. Entre le producteur et le consommateur, les prix de ces produits frais peuvent doubler à chaque étape. C'est ainsi que des cerises achetées 2 euros à un producteur, se vendent 5 euros en grande surface, selon Luc Barbier, président de la FNPF (Fédération nationale des producteurs de fruits).

Il paraît que manger des fruits et des légumes chaque jour, c'est bon pour notre santé, mais c'est bien trop cher pour beaucoup.

En tout cas, on constate qu'il y a bien loin de la hausse réelle des prix, en particulier des denrées alimentaires, à l'indice trafiqué de l'inflation qu'on nous sert à tout propos pour justifier le gel des salaires, des pensions ou la baisse de la rémunération du livret A.

Valérie FONTAINE



• Hausse des cigarettes

Bon pour la santé ?

Le gouvernement vient de faire appliquer une nouvelle hausse des taxes sur les cigarettes, de 20 centimes par paquet. Cette augmentation fait suite à celle de 40 centimes du mois d'octobre dernier. Il s'agit donc d'une hausse d'environ 10 % en moins d'un an. Le gouvernement, comme ses prédécesseurs, prétexte que cela inciterait nombre de fumeurs à s'arrêter, et donc il s'agirait d'un impôt pour le bien de ceux qui le payent.

Il est possible que les hausses de prix aient un impact sur la consommation de tabac, mais on peut tout de

même remarquer que cette hausse va surtout affecter les catégories populaires, car ce sont elles qui consomment le plus de tabac. Ainsi, une fois de plus, ce sont les travailleurs qui paient l'essentiel des impôts.

Le tabac est indéniablement une drogue qui fait des ravages considérables, mais la morale des gouvernements qui augmentent son prix pour notre santé est bien peu crédible. Que penserait-on d'un dealer d'héroïne qui utiliserait le même argument ?

Jean POLLUS

• Accord « CDI intérimaire »

Encore des cadeaux aux patrons



Depuis le 11 janvier 2013, les cotisations patronales chômage sont à 7 %, au lieu de 4 %, pour les contrats de moins d'un mois. Mais le patronat de l'intérim, Prims'emploi, a obtenu d'en être exonéré s'il obtenait un accord avant le 11 juillet 2013. C'est chose faite depuis le 10 juillet avec le « CDI intérimaire », cautionné par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC.

Le « CDI intérimaire » ou comment maintenir des intérimaires dans la précarité

Seulement 20 000 CDI intérimaires sur trois ans sont prévus, soit 4 % des intérimaires, parmi les plus qualifiés et déjà employés à plein temps. A contrario, pour les futurs CDI intérimaires l'IFM

(indemnité de fin de mission) est supprimée, soit 10 % de leur rémunération totale brute perçue pendant le contrat, et une mobilité illimitée sur toute la France sera imposée.

Un « allongement des durées d'emploi » limité, dérisoire et incertain

Sur deux millions d'intérimaires, la moitié ne peuvent trouver du travail qu'un mois et demi par an en moyenne. Avec l'accord CDI intérimaire, ce sera 40 heures de plus par an pendant trois ans, et uniquement pour les 80 000 intérimaires effectuant déjà 800 heures de travail par an. Et rien n'est moins sûr, puisque les patrons sélectionnent les intérimaires, sans être contrôlés ni pénalisés s'ils

n'atteignent pas l'objectif de l'accord !

Adecco, Randstad, Manpower et d'autres échappent au petit surplus de 280 à 320 millions d'euros de cotisations chômage, censées permettre aux travailleurs d'avoir des contrats un peu moins courts. Quant aux patrons, ils disposeront en permanence d'un volant de travailleurs les plus qualifiés, mais dont la situation sera toujours précaire.

En réalité, ce CDI au rabais est un nouveau type de contrat défavorable aux travailleurs, mis en place avec le soutien du gouvernement. Autrement dit, le gouvernement encourage et encadre la précarisation des contrats et la destruction du CDI classique.

Claire DUNOIS

• Sarkozy, le retour ?

Défaite électorale, annulation des comptes

À droite, ils en redemandent !

Après l'annulation de ses comptes de campagne, Sarkozy avait laissé entendre qu'il allait revenir sur le devant de la scène politique.

Il s'est finalement contenté d'un discours devant le bureau politique de l'UMP, dans lequel il n'a rien laissé percer sur ses intentions.

S'engagera-t-il plus loin sur le chemin du « retour » ? D'autant que, d'après un sondage publié le week-end qui a suivi sa prestation, Sarkozy aura pu constater qu'il n'était pas particulièrement attendu : en

effet, 52 % des sondés, toutes tendances politiques confondues, ont déclaré souhaiter que l'ancien président se retire définitivement de la vie politique, et 61 % qu'il ne se représente pas à la prochaine élection présidentielle.

Par contre, élément encourageant pour lui, Sarkozy aura pu constater qu'il est plébiscité par les sympathisants de droite et les militants de l'UMP, 76 % d'entre eux ayant déclaré souhaiter qu'il se présente à l'élection présidentielle de 2017.

Un enthousiasme qui a de quoi étonner quand on pense au bilan de ce personnage : après avoir perdu les élections présidentielles, Sarkozy met aujourd'hui l'UMP sur la paille en lui laissant une ardoise de 11 millions d'euros après le rejet de ses comptes de campagne. Et, à droite, ils en redemandent encore ! Cela confirme que la droite française, fidèle à sa réputation, est décidément restée la droite la plus bête du monde !

Marc RÉMI

• Attaques sur les retraites en préparation

Des sales coups qui n'ont rien d'inéluctable

De Hollande, lors de ses interventions, à Marisol Touraine, la ministre des Affaires sociales chargée du dossier, le gouvernement est à la manœuvre pour préparer l'opinion à l'attaque massive sur les retraites qu'il a mise en route pour la rentrée.

La comédie du « dialogue social », à laquelle se prêtent complaisamment tous les dirigeants syndicaux, est un des éléments de cette mise en condition. Le gouvernement fait semblant de causer, d'écouter... pendant qu'il annonce déjà que les salariés et les retraités vont payer au prix fort les mesures en gestation.

Cette fois encore, comme à chaque remise en cause subie depuis vingt ans, on nous serine qu'il s'agit de combattre les déficits du système.

Mais outre que, si la Sécurité sociale dans son ensemble (retraite, maladie, allocations familiales) voit ses comptes dans le rouge, c'est d'abord dû au chômage de masse, les travailleurs ne sont pas comptables d'un système mis en place au service des patrons. Quand les travailleurs réclamaient l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans, ils ne l'ont pas fait en se posant le problème des comptes de la Sécurité sociale, ils demandaient justice au patronat pour avoir le droit de vivre, après une vie à s'user au travail.

Et le problème se pose dans les mêmes termes aujourd'hui. De moins en moins de travailleurs ont encore un emploi quand ils arrivent à 60 ans. De plus en plus nombreux sont sans emploi pendant des années, licenciés par des patrons âpres au gain qui font tout pour se débarrasser de travailleurs trop payés, selon eux, et déjà usés.

Comme toujours, derrière la mise en scène

officielle, il s'agit de démolir les quelques droits sociaux dont bénéficient encore les travailleurs, pour diminuer ce que payent les patrons. Si on fait haro sur les retraités présents et à venir, c'est pour appliquer la feuille de route réclamée sans complexe par le patronat. Après les quelque 30 milliards d'allègements de cotisations sociales dont les patrons bénéficient chaque année, Gattaz, le nouveau président du Medef, réclame 100 milliards de plus de baisse de cotisations chaque année. Et c'est donc pour aller vers cet objectif que le gouvernement socialiste se prépare à diminuer les ressources des retraités et à transformer en pauvres des millions de futurs retraités. Car qui pourra arriver à la retraite demain, avec les temps de travail et de cotisation qui seront exigés ?

Alors, quelle que soit la volonté réelle de combattre le gouvernement des confédérations syndicales qui ont décidé d'appeler à une journée de mobilisation le 10 septembre prochain, les travailleurs ont tout intérêt à en profiter pour crier haut et fort le refus de ce qu'on leur prépare.

Car la seule chose qui est en jeu, la seule chose que patronat et gouvernants d'aujourd'hui et demain craignent, c'est la capacité de lutte et de mobilisation du monde du travail. Ses forces sont intactes, au-delà des manœuvres de toute sorte, et il a largement les moyens de mettre en échec tous les sales coups qui se préparent.

Paul SOREL

• Le gouvernement et la baisse du taux du livret A

Au service des banquiers et contre la population

Le gouvernement réfléchit pour savoir jusqu'où il va matraquer les millions de tout petits épargnants qui possèdent un livret A. Le 1^{er} août il va dire s'il baisse encore le taux de rémunération à 1,25 ou 1 %, c'est-à-dire en dessous de l'inflation réelle.

Il y a en France 60 millions de livrets A, possédés dans leur immense majorité par les milieux populaires. La moyenne des dépôts est de 3796 euros. Seuls 1,7 million de livrets atteignent le plafond. Bien souvent à La Poste, dans la deuxième partie du mois, les livrets sont vidés pour boucler le mois tant que faire se peut.

Il faut tout le cynisme d'un gouvernement au service des nantis pour oser dire que la

décision qu'il va prendre vise à encourager la « réorientation de l'épargne », ou encore « favoriser la consommation et l'activité économique ».

En réalité, ce qui se prépare vise simplement, encore une fois, à spolier les plus démunis pour offrir des cadeaux aux banquiers milliardaires, sur le dos des plus pauvres. Certes, cela ne fera pour l'essentiel que quelques dizaines d'euros détournés de la poche des ménages les plus modestes. Mais, comme ceux-ci se comptent en dizaines de millions, cela fera des milliards dans la poche des banquiers. Car aujourd'hui les banques peuvent ouvrir un livret A à leurs clients et bénéficier de 35 % des dépôts du livret A. Et cet argent elles le placent, elles, à des taux autrement plus rémunérateurs,

ne serait-ce qu'en le prêtant à l'État. Quant à savoir quelle est la part qui, comme théoriquement ce devrait être, va aller abonder le logement social, bien malin qui pourrait le dire. De toute façon le gouvernement, quant à lui, n'a pas attendu cela pour réduire à la portion congrue ses dotations pour le logement social.

Mais il ne faut pas s'inquiéter. Si le gouvernement sait se montrer dur et impitoyable envers toutes les petites gens, s'il n'hésite pas à leur faire les poches du moindre centime, le 19 juillet Hollande va recevoir en grande pompe tous ces banquiers arnaqueurs pour les rassurer et leur donner tout ce qu'ils demandent, fût-ce aux dépens des caisses publiques.

P. S.

• Auxiliaires de vie scolaire (Haute-Garonne)

Le recteur contraint de reculer

En Haute-Garonne, 25 classes spécialisées ULIS (unités localisées d'inclusion scolaire) accueillent des jeunes en situation de handicap dans des collèges et lycées professionnels. En plus d'un enseignant, une AVS (auxiliaire de vie scolaire) est chargée d'accompagner ces adolescents dans leur scolarité.

Le rôle de ces AVS est essentiel auprès de ces jeunes. Malgré cela, la formation qui leur est donnée est quasi inexistante. De plus, leurs contrats sont très précaires : renouvelables chaque année, avec un maximum de six ans.

Il y a deux ans, sous le précédent gouvernement, alors qu'elles exerçaient à temps plein, leur contrat était passé à 80 %, ce qui réduisait d'autant le temps d'accompagnement des jeunes... et leur salaire ! Mais, à la veille des vacances, elles ont appris qu'à la rentrée

prochaine ce serait 50 % ! Et que leur salaire serait donc réduit à 50 % du smic.

Le mercredi 3 juillet, un rassemblement devant le rectorat de Toulouse a regroupé une centaine d'AVS, d'enseignants, de parents d'élèves. Le recteur n'avait jusque-là pas daigné recevoir les AVS, mais il avait tout de même pris le temps, le matin du rassemblement, de convoquer la presse pour vanter les bienfaits de ses mesures.

Parmi son catalogue : « *Il faut harmoniser les dispositifs existants* »... et bien sûr par le bas : 50 % pour tous ! « *Il y aura des contrats supplémentaires au mois de septembre* » Mais ces nouveaux contrats (contrats uniques d'insertion) seront encore plus précaires car limités à deux ans. Bien sûr, ces mesures étaient enrobées d'arguments sur la nécessité de « *favoriser l'inclusion scolaire et professionnelle en milieu ordinaire des jeunes en situation de handicap* ». Bref, des mots

creux pour justifier une attaque insupportable contre les AVS et les élèves scolarisés dans ces classes spécialisées.

Le lundi 8 juillet, un nouveau rassemblement au rectorat réunissait, malgré les vacances, une soixantaine de personnes bien décidées à ne pas en rester là. C'était l'occasion de se donner rendez-vous à la fin des congés pour décider de futures actions, les syndicats étant appelés à déposer un préavis de grève pour la semaine de rentrée.

Deux jours plus tard, le recteur cédait et accordait 30 % supplémentaires aux AVS, revenant donc aux 80 %. Le raffut autour de cette mesure et la menace de perturber la rentrée l'avaient enfin contraint à reculer.

Mais, pour les AVS, l'exigence reste le retour à 100 % et un emploi pérenne. Aussi l'assemblée de rentrée est maintenue pour faire le point et... fêter cette victoire !

Correspondant LO



• **Le 14 juillet 1953**

Répression sanglante contre les Algériens à Paris

Le 14 juillet 1953, un imposant cortège de travailleurs maghrébins, algériens en majorité, se joignait à la traditionnelle manifestation parisienne organisée par le PCF et la CGT de la Bastille à la Nation. Les mots d'ordre des organisateurs, réclamant le droit d'apprendre un métier, des logements décentes et du travail, laissèrent vite la place à ceux réclamant l'indépendance.

la légitime défense échafaudée par la préfecture de police. Le journal de droite *L'Aurore*, dans son numéro du 15 juillet 1953, titrait : « *Ce 14 juillet a été, hélas ! ensanglanté par une émeute communiste* » ajoutant dans un sous-titre : « *Deux mille Nord-Africains attaquent sauvagement la police place de la Nation*. » Le 17 juillet, un article du journal *Le Figaro* intitulé de manière significative les « *Nord-Africains dans la métropole* », exhortait à ne « *plus laisser se maintenir et se renforcer*

Parti communiste français et la CGT condamnèrent la répression. Mais à aucun moment ils n'envisagèrent vraiment de riposter, et surtout ne reprirent aucunement la revendication pour laquelle six ouvriers algériens étaient morts.

Droite et gauche unies contre l'indépendance

En fait, aucun des partis et syndicats qui organisaient la classe ouvrière, pas même le Parti communiste, ne soutenait les peuples colonisés dans leur aspiration à l'indépendance.

En 1936, alors qu'il était au pouvoir, le gouvernement du Front populaire n'avait avancé qu'un timide projet consistant à donner le droit de vote à quelques nouveaux électeurs algériens, projet vite abandonné sous la pression des représentants politiques des colons. Un an plus tard, en 1937, le gouvernement socialiste s'attaquait directement au mouvement nationaliste algérien, arrêtant son dirigeant Messali Hadj et interdisant son parti l'Étoile nord-africaine. Tout cela fut ressenti comme une immense trahison par les peuples colonisés. La politique du PCF n'était pas différente : il affirmait alors que réclamer l'indépendance était faire le jeu de Hitler.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Gouvernement provisoire issu du Conseil national de la résistance, présidé par de Gaulle et comportant des ministres socialistes et communistes, réprima dans le sang les manifestations du 8 mai 1945 en Algérie. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent assassinés par l'armée et les milices pieds-noires, pour les punir d'avoir réclamé l'indépendance le jour de la « Libération ». Derrière le mythe de la Libération, il y eut en fait l'union sacrée de tous les partis, y compris le PCF, pour reconstruire la puissance de l'impérialisme français, en métropole contre la classe ouvrière, et dans son empire contre les peuples asservis.

Même si, en 1953, le PCF se prétendait alors un opposant radical au gouvernement, le peuple algérien se retrouva seul dans son combat pour arracher son indépendance et seul face à la répression de l'impérialisme français qui ne fit que s'intensifier par la suite.

Aline RETESSE

• **Bangladesh**

Sécurité dans les usines de confection

De grandes déclarations... et après

Soixante-quinze entreprises du vêtement, pour la plupart européennes, ont signé un accord par lequel elles s'engagent à faire respecter les règles de sécurité dans les entreprises textiles du Bangladesh qui travaillent pour elles.

L'accord ne porte que sur un millier d'usines « officielles », et non sur la cascade de sous-traitants, pratique généralisée au Bangladesh. Seules trois firmes américaines ont accepté de s'engager, les plus grandes, telles que Walmart et Gap, affirmant qu'elles effectueraient leurs propres contrôles sans se sentir liées par un quelconque accord.

Après avoir tenté de décaler leur implication dans les accidents dramatiques de ces derniers mois, qui ont fait plus de 1 200 victimes lors de l'incendie d'une usine à Tasreen et de l'effondrement du Rana Plaza dans la banlieue de Dacca, les

grandes marques occidentales se sont senties obligées de redorer leur image. L'accord prévoit qu'une équipe d'inspecteurs indépendants devrait inspecter les usines de leurs fabricants locaux et, « *si besoin est, des programmes de rénovations et de réparations seront mis en place* ».

Si besoin est ? On estime que seules 10 % des usines de confection respecteraient des normes de sécurité, et le coût total des rénovations pourrait atteindre 2,3 milliards d'euros. Reste à savoir qui va les financer. Ce ne sont pourtant pas les fonds qui manquent à ces grandes marques : alors qu'en cinq ans le coût de revient des vêtements a augmenté de 0,8 %, leurs marges bénéficiaires, elles, se sont accrues de 67 %.

Quant aux inspections, il suffit de rappeler que les usines de Tasreen et du Rana Plaza avaient passé des contrôles avec succès.

M.L.

• **Belgique**
NGK Ceramics Baudour

Les salaires, ça ne va pas !

À l'occasion du renouvellement de leur convention (l'équivalent belge bisannuel des négociations annuelles obligatoires en France), le mécontentement des 200 travailleurs de NGK Ceramics, une usine qui fabrique des pots catalytiques situés dans la banlieue de Mons, s'est exprimé.

Fin juin-début juillet, ils ont fait une heure de grève par équipe en fin de poste, pendant deux semaines, avec comme revendication une prime de 800 euros net cette année et une autre du même montant l'an prochain. En réponse, la direction a retiré sur la paie deux heures... par heure de grève effectuée, ce qui est un vol manifeste et totalement illégal.

Lors de la réunion de conciliation tenue mi-juillet, la direction a proposé de verser deux fois

Correspondant LO

• **Grèce**

Grève contre les licenciements dans la fonction publique

Mardi 16 juillet, à l'appel des confédérations syndicales du public (Adedy), du privé (GSEE) et de PAME, proche du Parti communiste grec (KKE), des milliers de manifestants ont protesté, en particulier à Athènes et à Thessalonique, contre le projet de loi présenté le lendemain au Parlement. Chaque versement d'une tranche du prêt accordé à la Grèce par la Troïka (Banque centrale européenne, Union européenne et FMI) exige en effet le vote et l'application de mesures qui, en l'occurrence, vont toucher essentiellement la fonction publique.

Le gouvernement de la Nouvelle démocratie (droite) et du Pasok (socialiste) a prévu la suppression de 4 000 emplois d'ici la fin de l'année et la mutation forcée de 12 500 fonctionnaires d'ici à la fin 2014. Certains services vont complètement

disparaître, comme la police municipale, les gardiens d'école et des filières entières de lycées professionnels dont les élèves n'auront le choix que d'abandonner leur formation ou de se diriger vers des établissements privés et payants.

Les fonctionnaires, employés ou enseignants, seront mis en disponibilité et toucheront 75 % de leur salaire pendant huit mois ; après une évaluation de leurs compétences, on leur proposera un autre poste ou... la porte. Quant aux policiers municipaux, une partie d'entre eux devraient être intégrés à la police nationale, qui doit être « *renforcée pour lutter contre le commerce de contrefaçon et protéger les quartiers* », selon le Premier ministre Samaras.

Ce procédé de mise en disponibilité ne trompe personne et chacun comprend qu'il s'agit

de licenciements à retardement. Les maires de nombreuses communes protestent contre ces mesures, d'autant plus que les municipalités ont déjà perdu 5 000 postes sur l'ensemble du pays, en un an, du fait des départs en retraite.

Les services publics, déjà très éprouvés, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation ou de l'administration, vont continuer à se dégrader. Le chômage, qui touche 27 % de la population, va encore s'accroître et le niveau de vie diminuer. D'après les statistiques officielles, les salaires du public et du privé ont baissé

de 10 % entre janvier 2012 et mars 2013 mais, entre le travail à temps partiel et le travail au noir, bien des Grecs touchent beaucoup moins que le salaire minimum officiel de 580 euros.

Mais il paraît que les finances grecques vont mieux et que, intérêts de la dette mis à part, le déficit budgétaire se réduit. Bref, en pressurant sa population, le gouvernement grec devient un « bon élève » du monde de la finance. Voilà qui ira sûrement droit au cœur des chômeurs et de toute la population !

Sylvie MARECHAL

• **États-Unis**

Acquittement de l'assassin d'un jeune Noir !

L'acquittement de George Zimmerman, un Blanc de 29 ans meurtrier d'un lycéen noir, Trayvon Martin, par un jury de Floride samedi soir, a entraîné des manifestations dans de nombreuses villes et des appels au calme des autorités, tant celles-ci craignent un embrasement de la communauté noire face à ce déni de justice. Barack Obama, qui avait déclaré à l'époque du meurtre que, s'il avait un fils, « il ressemblerait à Trayvon Martin », a appelé à « réfléchir calmement » puisque « nous sommes une nation de droit et le jury s'est prononcé ».

Le ministère de la Justice dit maintenant examiner la possibilité d'inculper Zimmerman pour violation des droits civiques, en clair pour racisme, tant le procès qui vient d'avoir lieu a de quoi scandaliser.

Le 26 février 2012, Zimmerman, qui s'était érigé en vigile volontaire du quartier et faisait des rondes en voiture pour chasser les voleurs, repère un jeune Noir marchant dans la rue et il en fait immédiatement un suspect. Le jeune de 17 ans rentrait chez lui après avoir acheté des friandises et un soda, mais il avait le tort d'être noir, de porter un sweat avec une capuche. Zimmerman l'assimile immédiatement à un délinquant et prévient la police, qui lui dit de ne pas sortir de sa voiture. Mais, prétendant « *qu'ils s'en sortent toujours* », Zimmerman se met lui-même en chasse et sort de sa voiture avec une arme. Sous prétexte qu'il n'y a eu aucun témoin de l'altercation entre Trayvon et Zimmerman, les jurés ont accepté la version de ce dernier : il n'aurait tiré que pour se défendre. Trayvon, lui, n'était pas armé !

Mais le gouverneur de Floride ose prétendre que « *notre système judiciaire est indifférent à la couleur de la peau* ».

Non seulement le système judiciaire est au contraire très sensible à la couleur de la peau mais toutes les institutions le sont aussi et c'est toute cette société d'exploitation et d'oppression qui se cache en permanence le racisme.

Voici ce qu'écrivaient à ce sujet les camarades du groupe trotskyste The Spark au lendemain de l'assassinat de Trayvon Martin :



« *Un jeune Noir sur dix meurt avant ses 18 ans. Certains sont tués par des racistes, d'autres par des policiers et la plupart par d'autres jeunes Noirs, vivant tous dans des situations difficiles dues à la pauvreté et à des besoins essentiels non satisfaits. Il n'y a pas de travail pour eux : 70 % des jeunes Noirs sans diplôme secondaire se retrouvent au chômage ; pas d'accès à une éducation correcte, puisque le pays dépense pour les enfants noirs pauvres des grandes agglomérations moins d'un tiers de ce qu'il dépense pour les enfants blancs des quartiers riches. Il y a plus de jeunes Noirs qui se retrouvent en prison que de jeunes Noirs qui vont à la faculté : il n'y a pas de travail pour ceux qui n'ont pas fait d'études et il y a très peu d'écoles qui offrent une*

réelle éducation à des jeunes Noirs pauvres. La plupart des jeunes Noirs dans les grandes cités sortent de l'école en étant pratiquement illettrés : du premier au dernier jour de leur scolarité, ils sont entassés dans des classes où il est exclu que l'enseignant puisse accorder une attention particulière aux élèves. Et cela aussi est une sorte d'assassinat, de mise à mort de générations entières de jeunes filles et garçons noirs.

Il y a assez de richesses dans cette société capitaliste pour que ces privations systématiques soient surmontées en une génération et que le racisme qui se dévotisse se retrouve en prison que de jeunes Noirs qui vont à la faculté : il n'y a pas de travail pour ceux qui n'ont pas fait d'études et il y a très peu d'écoles qui offrent une

classe bourgeoise minoritaire tout en appauvrissant de plus en plus la population.

Ce système ne peut certainement faire justice à Trayvon Martin et à sa famille, ni mettre fin à la chasse aux jeunes Noirs. Cela ne pourra être imposé que par la population laborieuse elle-même, en particulier la population noire et les jeunes Noirs qui se reconnaissent aujourd'hui en Trayvon Martin. »

La justice vient de montrer une fois de plus qu'elle ne protège que la vie des Blancs. Les manifestants à l'extérieur du tribunal scandaient « *Pas de justice ! Pas de paix !* ». C'est bien la peur que les Noirs se vengent de ces injustices et de ces humiliations qui inquiète les autorités.

Dominique CHABLIS



Les Algériens défilent en ordre, dans le cadre de la manifestation de la CGT

Les militants du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, le MTLD, dont le dirigeant était Messali Hadj, le principal mouvement nationaliste alors très influent parmi les travailleurs algériens, brandirent des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « *À bas le colonialisme* ». Au moment de la dispersion, les policiers se déchainèrent contre les manifestants maghrébins. Ils ne se contentèrent pas de frapper à coups de matraque. Des coups de feu furent tirés, laissant sur le pavé sept morts, six jeunes ouvriers algériens et un syndicaliste CGT, et de nombreux blessés.

Le président du Conseil, Joseph Laniel, couvrit immédiatement la répression, soutenant les policiers assassins. Le soir même, le ministre de l'Intérieur, Léon Martineau-Déplat, déclara que les Algériens avaient ouvert le feu les premiers, cherchant à accréditer la thèse de

« *dans la capitale ainsi que dans les régions du Nord, de l'Est et de Marseille des masses d'individus qui menacent périodiquement l'ordre public. On peut être généreux sans être dupe ou victime*. » Le point de vue colonialiste haineux s'étalait ainsi à longueur de colonnes. Un an auparavant, la répression des manifestations organisées par le MTLD avait déjà fait plusieurs morts en France.

En 1953, cela faisait déjà sept ans que l'impérialisme français menait une sale guerre en Indochine pour préserver cette partie de son empire colonial. Mais alors que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'agitation grandissait dans tout l'empire colonial français pour réclamer l'indépendance, il n'était absolument pas question pour l'impérialisme français de céder.

Dans les jours qui suivirent la manifestation du 14 juillet, le

• Arc International Saint-Omer

Du chômage partiel, au cas où...

Lors de la réunion du comité d'établissement de mi-juillet, la direction devrait annoncer une semaine de chômage par mois dans les services hors production pour fin 2013. Cela fait suite à une campagne de presse sur la situation prétendument préoccupante de l'entreprise et le « manque de visibilité » quant à l'avenir du marché. Autrement dit, il s'agit pour la famille Durand, seule actionnaire de l'entreprise, d'anticiper sur d'éventuelles difficultés à venir et, en passant, de réaliser quelques économies à bon compte.

Le fait que la production ne soit pas concernée signifie que les craintes pour l'avenir ne sont pas si manifestes que cela. Il y a du travail par-dessus la tête, à tel point que les intérimaires étaient plus de 100 en mai et plus de 300 en juin.

Cela fait des années que la direction du groupe a décidé de « rationaliser », en clair de s'en prendre aux conditions de travail et d'emploi des travailleurs. Cela s'est traduit par des plans de réorganisations au prétexte de concentrer l'activité sur la seule production de

vaisselle. La famille Durand a donc vendu des secteurs entiers comme la chaudronnerie, l'imprimerie, l'entretien des espaces verts, le magasin d'usine. Il y a eu également des plans de suppressions de postes (le dernier s'est terminé en 2012). Au final l'effectif ouvrier chez AI est passé de 5900 en 2009 à 3 500 en 2012.

La direction a déjà utilisé le chômage partiel début 2013, en grande partie indemnisé par l'État. Car la famille Durand a beau être classée parmi les 200 plus grandes fortunes par le magazine *Challenges*, elle touche régulièrement des

subventions publiques en tout genre : plan de revitalisation du bassin d'emploi, aide au développement durable, aide à la formation, mise à disposition de terrains, exonérations fiscales...

Le chômage partiel annoncé pour le dernier trimestre fait donc craindre de nouvelles menaces pour l'emploi. Mais il y a également le souvenir de la dernière période de chômage partiel, au début 2013, dans les services hors production, qui s'était traduit par une grande désorganisation du travail et, le comble, par des heures supplémentaires

au lendemain des périodes de chômage!

Les profits, quant à eux, semblent confortables même s'ils sont « top secret » et la fortune professionnelle des Durand est, comme en 2012, estimée à 250 millions d'euros. Alors, que la direction montre sa comptabilité, la vraie! Sûr que les travailleurs trouveront comment faire face aux aléas du marché pour maintenir les emplois et les salaires : en prenant sur les fortunes personnelles de la famille Durand. Pour cela il faudra se défendre collectivement.

Correspondant LO

• Aéro-gare de Roissy

Le règne de la précarité

Roissy est le plus grand aéroport du pays avec des avions qui s'envolent vers des destinations de rêve... et un personnel qui galère. Quelques exemples.

Le voyageur qui arrive avec sa mère âgée est accueilli par des employés qui proposent de la véhiculer en chaise roulante: Passerelle (une filiale d'Air France) et Samsic (PHMR) assurent ce service. Très bien. Ce qui l'est moins, c'est qu'une partie du personnel est intérimaire, convoqué du jour au lendemain, vivant dans la hantise de rater le coup de fil du soir qui procure le travail du lendemain.

Dans les halls, du personnel de nettoyage s'active. Il dépend de sociétés comme ONET. Du personnel précaire, lui aussi. Lorsque le Hall B du terminal 2 a fermé pour travaux début avril, bien des contrats n'ont pas été renouvelés. Pourtant, des toilettes ou des halls à nettoyer, ce n'est pas ce qui manque dans les aéro-gares!

Aéroport de Paris (ADP) a développé des magasins qui lui rapportent beaucoup. Du personnel souvent précaire, là encore. Avec la fermeture du 2B, des employés des boutiques Relay ont eux aussi perdu leur emploi. Des kiosques Relay, on en voit pourtant partout en France, mais leur patron étant un gérant « indépendant » n'ayant que deux magasins, il disait ne pas pouvoir les reprendre.

Roissy c'est aussi le règne du temps partiel imposé. Le groupe 3S (une société de services) impose des contrats de 90 heures par mois. Dans les entreprises de sûreté, ICTS offre des contrats de 86 ou 120 heures par mois, la Brinks, 28 heures la semaine, etc. Mais comment vivre avec moitié ou deux tiers d'une paye quand on a déjà du mal avec une paye entière? Et de plus en plus, les patrons introduisent dans les plannings des coupures non payées d'une, deux ou trois heures. Ils voudraient



À l'intérieur de l'aéro-gare.

ne faire travailler les salariés que le temps du vol: Sodaic ou Securifort les emploient 4 ou 5 heures, pour une présence de 9 à 10 heures sur l'aéroport.

Même en CDI, les emplois sont précaires. Aéro-pass (qui

fait partie du groupe Transdev) veut supprimer 49 emplois parmi les chauffeurs des cars qui amènent les passagers aux avions. Dès qu'Air France a annoncé son plan d'économies, aussitôt Transdev l'a

répercuté et annoncé des suppressions d'emplois.

Roissy... les avions décollent, les profits aussi, les conditions de travail et de paye font du rase-mottes.

Correspondant LO

Des trous dans les reprises

Les entreprises se font attribuer des « marchés », qui sont renouvelés ou pas, à intervalles réguliers. En ce cas, la réglementation prévoit que le personnel soit repris... sauf quand les patrons ne le reprennent pas. Un des derniers exemples est celui du centre de rétention du Mesnil-Amelot, à côté de Roissy : à la suite d'un changement de marché, les salariés de DEFI, qui

font la cuisine, ont été mis dehors. Leur reprenneur, ONET, relevant d'une autre convention, ne s'est pas senti obligé de les reprendre. Le préfet de Seine-et-Marne a déclaré qu'il n'y « avait aucun souci sur le centre ». Oui, la nourriture a été servie aux détenus... mais 24 employés sont à la rue, après ne l'avoir appris que huit jours auparavant!

• Peugeot Poissy (Yvelines)

Flux-tendu : à quand le coup de frein ?

Suite à une panne et à un stock insuffisant de pièces, la production a été annulée mardi 9 juillet à la dernière minute pour l'équipe d'après-midi. Certains travailleurs ont été prévenus à 11 h pour une prise d'équipe à 12 h 51, d'autres pas du tout et sont arrivés à l'usine pour apprendre qu'ils étaient renvoyés chez eux.

Et c'est à ces travailleurs que la direction a décidé de faire récupérer le samedi

20 juillet sa production perdue. Cette provocation fait suite à toutes sortes d'annonces contraires, chômage pour les uns ou samedis obligatoires pour les autres : sur la ligne Peugeot 208, chômage pour les deux équipes de journée, cinq jours en juillet, quatre fin août accolés aux congés, cinq en septembre ; sur la ligne Citroën C3 et DS3, samedis travaillés les 6, 13 et 20 juillet ; et les dimanches soirs pour l'équipe de nuit. Et tout cela avec une charge de travail à plein régime quand l'usine tourne et où

les suppressions de postes en CDI continuent, 700 ayant été programmées au total.

Pour le moment le patron profite de cette situation, mais ce n'est pas sans réaction. Ainsi fin juin, après une pétition signée par plusieurs centaines de travailleurs de nuit, la direction a accepté que des séances de travail imposées le dimanche soir soient au volontariat. Ce recul a été apprécié. On n'a pas à travailler quand et comme ça arrange PSA. Notre vie est à l'extérieur de l'usine sans le patron.

Correspondant LO

• Renault – Flins

Accord de compétitivité

On n'est toujours pas d'accord

Depuis le 1^{er} juillet l'accord de compétitivité imposé par la direction du groupe Renault, malgré l'opposition de nombreux travailleurs qui ont débrayé en début d'année sur différents sites, est entré en application.

Cet accord prévoit une augmentation de 6,5 % du temps de travail, une refonte des comptes épargne-temps, un gel

des salaires en 2013 et un quasi-blocage en 2014 et 2015, et d'ici fin 2016 une baisse de plus de 15 % des effectifs. 8 200 emplois doivent en effet être supprimés. Les patrons avaient promis, en contrepartie, d'augmenter les volumes de production et de maintenir les sites implantés en France.

Les premiers concernés, les travailleurs, sont bien sûr les derniers informés. Si les

nouveaux horaires de travail ont été affichés partout, c'est le silence radio sur la façon dont les compteurs-temps, qui permettaient aux salariés de capitaliser des heures travaillées au-delà de l'horaire légal et de les utiliser en congés, seront désormais provisionnés. La direction se garde bien de préciser que, sur les 24 jours annuels de capitalisation qui existaient auparavant, 18 sont supprimés, ce qui équivaut à un vol d'autant de congés. Elle n'insiste pas plus sur les huit samedis obligatoires par an qu'elle veut imposer aux travailleurs.

Sur les effectifs, en revanche, en constante diminution, il n'y a pas besoin de faire une information : dans tous les secteurs de l'usine, les travailleurs en souffrent. Depuis le début de l'année, 150 travailleurs ont quitté l'usine, sans être remplacés. Il devient impossible de prendre des congés,

et parfois même de se faire remplacer pour des urgences. Les cadences et les conditions de travail sont telles que les maladies professionnelles et les accidents du travail augmentent. Beaucoup doivent s'arrêter, ce que la direction qualifie d'absentéisme. Mais qui est responsable de ces maladies,

du fait que 666 travailleurs aient eu des inaptitudes au poste en une année, si ce n'est la direction ?

Dans plusieurs secteurs, des travailleurs ont réagi face à la situation créée par le sous-effectif. Ce n'est peut-être qu'un début.

Correspondant LO

Bête ou méchant ?

« Au lieu de travailler comme trois, travaillez à trois », conseille Renault.

Voilà qui doit aller droit au cœur des salariés des usines et des centres techniques, contraints à des cadences folles.

Las, il ne s'agit pas

d'annoncer des embauches, mais seulement d'une pub assaisonnée d'humour patronal, qui vante un nouvel utilitaire disposant de trois places à l'avant.

Dans la vraie vie, Renault poursuit son plan de suppression de 8 200 emplois.

V.L.



• Française de Mécanique Douvain (Pas-de-Calais)

Les salariés face aux menaces du plan de « performances » de la direction

Le 18 juin dernier, dans plusieurs amphithéâtres de centaines de salariés, la direction a commencé ouvertement son chantage à l'emploi pour faire passer son « plan de performances ». Elle a annoncé, bien sûr, que l'entreprise était en difficulté et qu'il faudrait devenir compétitifs si on voulait obtenir la construction d'un nouveau moteur en 2016. Depuis, huit réunions de négociations syndicats-direction se sont tenues, relayées par autant de réunions d'information par la hiérarchie dans les ateliers et les bureaux.

Assez rapidement, les discussions se sont multipliées dans toute l'usine, en particulier quand des militants de la CGT ont organisé des passages dans les réfectoires pour informer et surtout discuter de la nécessité de se défendre collectivement.

Devant l'ampleur de l'attaque – blocage des salaires jusqu'en 2015, overtime (heures

sup obligatoires proposées au dernier moment), flexibilité renforcée, mobilité obligatoire entre toutes les catégories de salariés, perte de temps de casse-croûte, jours de repos en moins – des salariés ont commencé à parler de ne pas se laisser faire. Certains d'entre eux ont affiché et fait circuler un tract, sans sigle syndical, appelant à la mobilisation : deux heures de débrayage pour toutes les équipes, le vendredi 12 juillet, jour de nouvelles négociations.

La CGT a soutenu cette initiative et c'est environ 500 salariés en tout qui ont répondu à cet appel. À deux reprises, matin et après-midi, plusieurs centaines ont défilé dans les ateliers aux cris de « La régression sociale on n'en veut pas », « L'overdose c'est l'overdose », « Le gel des salaires on n'en veut pas ».

À la surprise de bien des salariés, les défilés ont été suivis en permanence par plusieurs dizaines de cadres se téléphonant les uns aux autres et relayant leurs commentaires à la direction. Des cadres bien payés pour la plupart et qui

provoquaient des remarques moqueuses dans le défilé.

Les autres syndicats n'avaient pas appelé, et certains d'entre eux, comme la CGC, la CFTC et la CFDT, avaient même désavoué cet appel, considérant que les salariés ne devaient pas s'exprimer avant que les négociations soient plus avancées. C'est aussi ce que reprenait la hiérarchie.

Le nombre de salariés convaincus qu'une telle mobilisation est nécessaire aujourd'hui, pour faire pression sur la direction, a montré à tous que la mobilisation collective pour la défense de nos intérêts était à nouveau possible, dans une usine où cela ne s'était pas vu depuis longtemps.

De nombreux travailleurs ont donc dit non à ce chantage grossier à l'emploi, alors que ce plan de compétitivité à la Française de Mécanique est tout simplement un plan de bataille que PSA prépare et voudrait imposer à tous les salariés du groupe. En tout cas, un très bon début pour empêcher la direction d'appliquer son plan de régression sociale.

Correspondant LO

• PSA Peugeot Mulhouse

Des créations d'emplois en trompe-l'œil

Fin juin, les médias se sont fait l'écho de la soi-disant création de 300 emplois à l'usine PSA de Mulhouse, liée à l'augmentation de la production du modèle Peugeot 2008 prévue en septembre.

En réalité, il ne s'agit que d'une opération de communication orchestrée par la direction. Sur ces 300 emplois « créés », une bonne part sont des mutations d'ouvriers qui viennent de l'autre ligne de montage de l'usine, où la production de la Citroën C4 est en baisse. Pour le reste, il s'agit comme d'habitude d'emplois précaires avec des dizaines d'intérimaires qui arrivent en ce moment, sans autre espoir que de travailler quelques mois à la chaîne. Ainsi en 2012, à l'usine de Mulhouse, un millier d'intérimaires avaient été renvoyés : bien plus donc que ce que la direction annonce comme recrutements aujourd'hui.

Au-delà de cette esbroufe sur de prétendues embauches, il y a par contre une offensive bien réelle de la part de PSA en matière de flexibilité. Profitant du lancement de la 2008, elle impose depuis trois mois des heures supplémentaires en fin d'équipe d'après-midi, et des samedis travaillés en

équipe du matin qui devraient continuer jusqu'à la fin de l'année.

Cette augmentation du temps de travail dans un secteur de l'usine s'accompagne d'un chantage à l'emploi : pour répondre aux « demandes du commerce qui attend des modèles 2008 », comme le dit la direction, il n'y aurait pas d'autre choix que d'accepter ces sacrifices – des semaines de 47 heures à l'usine et des cadences toujours plus difficiles à tenir.

Mais ce chantage a du plomb dans l'aile, alors que PSA supprime des emplois partout – en fermant l'usine d'Aulnay et en licenciant à Rennes notamment, et en baissant les effectifs à Mulhouse aussi. Car ce n'est pas le succès des ventes d'une voiture qui peut nous protéger, à Mulhouse comme dans les autres usines de PSA, des attaques du patron en matière de compétitivité – c'est-à-dire de sa volonté de nous faire travailler plus, gagner moins, en étant toujours moins nombreux.

Pour protéger nos emplois, nos salaires, et pour imposer que le travail soit réparti entre toutes les usines et tous les bras disponibles, seul pourra compter le rapport de force à travers la mobilisation des travailleurs.

Correspondant LO

Calais, une ville ruinée par les capitalistes

Calais a affiché récemment un chiffre record: un taux de chômage de 18%. Même avant la crise de 2008, les suppressions massives d'emplois dans l'industrie de la dentelle ont commencé à ruiner cette ville ouvrière. Les patrons dentelliers n'ont pas perdu leurs capitaux, ils ont seulement décidé de les retirer pour aller les investir dans des secteurs estimés plus rentables, ou pour développer leur activité en Asie du Sud-Est en y surexploitant une main-d'œuvre meilleur marché, et ils ont continué à accumuler des fortunes.

Dans les entreprises de dentelle qui restent, les directions, suivies par les politiciens et bien des responsables syndicaux, masquent cette réalité économique derrière des discours nationalistes défendant la tradition calaisienne et accusant la concurrence asiatique.

L'usine Deseilles, après le dépôt de bilan de 2011, a été reprise par trois de ses anciens cadres. Mais elle est actuellement menacée de faillite mettant en jeu le sort de ses 83 salariés. C'est aux anciens propriétaires qu'il faudrait demander des comptes, car l'entreprise est passée successivement entre les mains de grands groupes, l'américain Sara Lee, puis le néerlandais Fenway, avant de devenir propriété du letton Lauma: tous, pendant des années, ont engrangé des profits sur le dos des ouvriers calaisiens.

Quant à l'usine Noyon, qui a échappé à la liquidation judiciaire en 2010, son PDG se vante d'avoir redressé la situation... suite aux licenciements. Il se pose en chef de file d'une société familiale qui se bat avec les ouvriers « pour garder les emplois », mais reste silencieux sur les bénéfices du groupe Noyon Lanka. En partenariat avec le holding MAS, il profite de la pauvreté du Sri Lanka en imposant aux travailleurs des semaines de 60 heures pour un salaire de quelques dizaines d'euros mensuels!

Tous les secteurs sont touchés

L'anxiété face au chômage s'est aggravée et dans tous les secteurs, métallurgie, chimie, port et transport, les menaces sur l'emploi continuent à se multiplier. Les ouvriers ont de

quoi être méfiants.

C'est le cas chez Schaeffler, qui fabrique des chaînes de transmission automobile: après des vagues de licenciements, la direction a réembauché des intérimaires, puis elle a brandi la menace de la délocalisation. Maintenant, elle affirme que tout va bien, mais pas grand monde ne croit que c'est une garantie.

L'entreprise Alcatel, qui a aussi licencié massivement dans le passé, invoque la nécessité d'être plus compétitive face aux concurrents et prévoit un plan de réorganisation: cela apparaît comme le prélude à un plan de suppression d'emplois.

D'autres entreprises encore sont en redressement judiciaire, comme Calaire Chimie qui emploie 197 salariés. Pour la Société de manutention du port, cela se termine par une liquidation et 35 suppressions d'emplois de dockers.

Des groupes capitalistes riches à milliards

Les dirigeants des entreprises justifient leurs mauvais coups par la concurrence internationale. Mais, pas plus que dans la dentelle, ce ne sont pas de petits patrons acculés à la faillite. Ils dirigent des filiales de groupes capitalistes internationaux riches à milliards. Schaeffler est la propriété de Maria-Élisabeth Schaeffler, à la tête d'un groupe mondial exploitant 74 000 salariés dans 51 pays sur 186 sites, dont la dernière offensive financière a consisté à avaler le groupe Continental. Alcatel appartient au groupe franco-américain Alcatel-Lucent, un géant des télécommunications qui a réalisé plus d'un milliard de profits en 2011. La Société de manutention du port de Calais est une agence calaisienne de Léon-Vincent, lui-même filiale du belge Sea Invest spécialisé dans la manutention portuaire, qui en France engendre quelques 660 millions d'euros de chiffre d'affaires. Et même l'entreprise La Calaisienne, qui fabrique des uniformes pour diverses armées du monde, est une filiale du groupe Marck, présent sur sept sites en France et dans le monde.

Quand ces dirigeants suppriment des emplois, ce n'est pas qu'ils sont en difficultés, c'est qu'ils choisissent de faire encore plus de profits en réorientant leurs investissements.

Le consortium ICIG,

propriétaire actuel de Calaire, est une holding internationale avec 17 usines dans le monde, un chiffre d'affaires de 700 millions d'euros.

Arrosés par l'argent public

Ces géants industriels sont responsables du sinistre des emplois dans le Calais. Mais ce n'est pas leur seule nuisance: ils vampirisent aussi les budgets publics en exerçant un chantage permanent. Ils prétendent avoir besoin de subventions

pour maintenir ou développer leurs activités... et ils les obtiennent! Schaeffler a touché près d'un million d'euros rien que pour déménager l'usine du centre-ville vers la périphérie. Le centre d'appel Armatiss, une multinationale, vient de se voir octroyer 700 000 euros pour agrandir son site calaisien. C'est autant d'argent qui n'est pas affecté aux services publics et autant d'impôts supplémentaires qui retombent sur les classes populaires.

Face à ces rapaces, la solution pour les travailleurs ne peut venir de tous les politiciens qui prétendent aider les capitalistes à trouver des « solutions industrielles ». La seule voie, c'est que le monde du travail entre en lutte de manière déterminée avec ses propres armes, celle des grèves et des manifestations, pour l'emploi et les salaires, en prenant sur les profits patronaux.

Correspondant LO



La port de Calais.

calais-port.fr

• Mont Saint-Michel Grève pour le maintien des navettes

Mardi 16 juillet, les quelque cinquante salariés du Mont Saint-Michel ont mis fin à leur grève, commencée le 3 juin, ayant obtenu le rétablissement des navettes réservées au personnel. Les touristes ne pourront donc plus visiter gratuitement l'abbaye, comme pendant la grève.

Auparavant, des navettes spéciales étaient réservées aux salariés, aux commerçants et aux habitants du Mont, pour les conduire du parking au pied du Mont Saint-Michel. Avec les travaux de désensablement du Mont, la gestion du nouveau parking à l'intérieur des terres et du service de navettes a été confiée à Transdev, une filiale de Veolia. Celle-ci a commencé par augmenter d'un tiers le prix du parking et par réduire considérablement le nombre de ces navettes. Les salariés ont



Le président du conseil régional face aux manifestants.

of.fr

alors été obligés d'emprunter celles des touristes, subissant retards et entassements, d'autant plus qu'ils sont environ 400 à venir travailler en saison touristique. Et, pour les prendre, ils devaient rejoindre à pied le départ des navettes situé à 600 mètres du parking (où, comme par hasard, se trouvent trois restaurants appartenant au maire!), ce qui leur rallongeait le trajet d'une

vingtaine de minutes.

Les travaux de désensablement du Mont Saint-Michel étaient certainement nécessaires mais, comme pour nombre de marchés publics, il semblerait qu'il y ait eu aussi, derrière, une histoire de gros sous à se partager. Les employés du site refusent à juste titre de faire les frais de ces magouilles financières.

M.L.

• Lure (Haute-Saône)

Mobilisation réussie pour le maintien du Smur

Samedi 6 juillet, il y a eu environ 600 manifestants dans les rues de Lure (8 000 habitants) pour exiger le maintien du Smur, le service mobile d'urgence et de réanimation, et de tous les autres Smur menacés de la région Franche-Comté.

En effet, depuis le début de l'année, à la direction de l'Agence régionale de santé (ARS), il est question d'un plan de réorganisation des services de secours d'urgence, dans une région où près de 20 % de la population n'y a pas accès en moins de 30 minutes. Ce délai maximum a été une promesse du gouvernement et de Hollande au début de l'année.

Avec des crédits qui restent gelés, l'ARS a envisagé de supprimer le Smur de Lure, ainsi que celui de Champagnole (Jura), pour soi-disant utiliser les économies réalisées à la mise en place d'un deuxième hélicoptère sur la région, qui transporterait plus rapidement les blessés les plus graves vers le CHU de Besançon ou Lyon. Ce moyen de transport manque cruellement, mais il doit compléter les Smur dit « terrestres » ; il ne peut bien sûr pas les remplacer.

Dès que le comité de vigilance relié à la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité a eu vent de ce projet, tout le monde a été alerté : personnel, médecins, pompiers, élus locaux, organisations syndicales et politiques, associations, etc. La riposte s'est organisée. Des dizaines de maires ont relayé la protestation dans leurs petites communes de cette zone rurale, très accidentée, au pied des Vosges, qui devient un désert médical, et dont Lure, la ville-centre, voit disparaître bon nombre de services publics. À commencer par l'hôpital qui a vu fermer, depuis 25 ans, sous tous les gouvernements successifs, la maternité, la chirurgie, la plupart des services de médecine.

Depuis dix ans maintenant, les Urgences ont été réduites en moyens et en horaires ; elles sont fermées la nuit de 20 h à 8 h. La veille de la manifestation, les parlementaires socialistes recevaient de Marisol Touraine, la ministre de la Santé, l'assurance que le Smur de Lure serait maintenu, tout en approuvant les « pistes » recherchées par l'ARS pour réorganiser les Urgences de la région sans les moyens nécessaires.



Cette nouvelle a été considérée comme un premier succès, obtenu d'abord grâce à la mobilisation de la population. Mais, comme cela a été dit par le porte-parole du comité de vigilance, il faudra rester très attentif pour que ce maintien ne se fasse pas au détriment d'autres lignes de la région. Il a rappelé aussi comment les services de l'hôpital avaient été

fermés les uns après les autres, alors que les ministres juraient le contraire, la main sur le cœur. La plupart de ceux qui sont venus manifester s'en souvenaient. Ils ont aussi exprimé leur ressentiment à l'égard d'un gouvernement qui continue, comme sous Sarkozy, de réduire les services publics dont la population a besoin.

Correspondant LO

• Hôpital de Morlaix

Le mouvement contre les restrictions se poursuit

Au centre hospitalier des Pays de Morlaix (CHPM), c'est un véritable plan d'attaque qui s'annonce pour les trois années à venir : non-remplacement des départs en retraite, augmentation de la polyvalence, remise à plat des astreintes et externalisation dans les services techniques ; restructurations forcées avec suppressions de postes et fermetures de lits dans les services de soins.

Et, qui plus est, la direction s'appête à dénoncer l'accord de réduction du temps de travail de 2002, afin de réduire le nombre de RTT. Alors, depuis le 20 juin, le personnel se mobilise. Ce jour-là, une AG exceptionnelle a regroupé 150 agents et un préavis de grève illimitée à partir du 27 juin a été déposé par les syndicats CGT et Sud.

Le 27 juin, 130 agents se sont retrouvés dans le hall de l'hôpital général et se sont invités à la réunion du comité technique d'établissement (CTE) pour y interpellier la direction. Elle s'est contentée de reporter le CTE au lundi 1^{er} juillet. Les manifestants, eux, sont restés discuter de la suite à donner à leur mouvement, avec l'objectif d'inviter le maximum de collègues à les rejoindre. Tous se considéraient désormais en grève. Des syndiqués CFDT, partie prenante du mouvement, l'ont d'ailleurs fort bien expliqué à leur dirigeant qui dénigrait l'action engagée, très déçu de n'avoir pu siéger à huis clos au CTE.

Le même soir, une cinquantaine d'hospitaliers se sont rendus à une réunion où Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, avait convié la presse et les militants PS de Morlaix. Faisant contre

mauvaise fortune bon cœur, Bartolone a chargé l'un de ses acolytes de recueillir les doléances des manifestants.

Le lendemain, 150 agents se sont rendus à la réunion du conseil de surveillance de l'hôpital. La maire UMP de Morlaix, présidente du conseil de surveillance, a expliqué qu'il n'y avait pas de raison que l'hôpital ne prenne pas sa part des sacrifices, vu qu'ailleurs c'était parfois bien pire. Les élus ont quitté la salle sous prétexte qu'ils ne pouvaient siéger sous la pression.

La direction, de son côté, ne se prive pas d'exercer des pressions. Alors que, dans les services, nombreux sont ceux qui tiennent à se déclarer en grève, ses cadres traînent à les enregistrer selon la procédure en vigueur en milieu hospitalier, qui permet d'assigner tel ou tel gréviste pour garantir le

service minimum. Il faut dire qu'avec le manque chronique de remplaçants, grève ou non, bien des services sont réduits au service minimum à longueur de temps.

Il y a encore eu cent personnes à s'inviter au nouveau CTE du 1^{er} juillet et presque autant à s'adresser aux cadres réunis par la direction le 4 juillet. Ce jour-là, lors de l'AG qui a suivi, il a été décidé de s'adresser à la population en diffusant un tract signé par les trois syndicats de l'hôpital sur le marché de Morlaix du samedi 13 juillet.

La direction, confrontée à cette grogne persistante, a reporté à plus tard le conseil de surveillance. Elle multiplie les rencontres avec les syndicats, où elle campe sur ses positions tout en espérant réussir à les embobiner. Alors, la mobilisation continue.

Correspondant LO

• Urgences de l'Hôtel-Dieu de Paris

Non à la fermeture

Depuis plusieurs années la direction de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (APHP) démantèle l'Hôtel-Dieu, hôpital situé au cœur de la capitale sur l'île de la Cité.

L'objectif affiché est, comme d'habitude, de réaliser des économies, mais elle compte également faire une belle opération immobilière en vendant son siège, transféré dans les locaux de l'Hôtel-Dieu. La qualité des soins, souvent invoquée, est clairement la grande oubliée de toutes ces manœuvres. De nombreux lits d'hospitalisation ont été supprimés lors du transfert des services de soins vers d'autres hôpitaux, ainsi bien sûr qu'un grand nombre d'emplois.

C'est maintenant le tour du service des Urgences, dont la fermeture était prévue pour novembre 2013. Vu la situation de débordement chronique des Urgences parisiennes, cette fermeture paraît dangereuse pour les patients et de très nombreux professionnels de santé s'y opposent. Lundi 8 juillet le Dr Kierzec, connu pour ses prises de position fermes à ce sujet, a annoncé qu'il venait d'être démis de ses responsabilités au Smur de l'Hôtel-Dieu. Ainsi la direction de l'APHP tente de passer en force avec ceux qui lui résistent.

Deux jours plus tard, la ministre de la Santé, Marisol Touraine, a annoncé le report de la fermeture des Urgences en invoquant « la dégradation du climat social » à l'Hôtel-Dieu, mais aussi qu'elle ne « voulait prendre aucun risque sur la prise en charge des Urgences à Paris au début de l'hiver prochain ».

Les risques, cela fait longtemps que les responsables politiques et administratifs jouent avec. Ce report est une petite victoire pour tous ceux qui s'opposent au désossage de l'Hôtel-Dieu, mais c'est l'annulation de tout le projet qui est nécessaire car il n'a aucune justification, du point de vue des malades comme de celui du personnel.

Jean POLLUS

• Catastrophe de Brétigny-sur-Orge

SNCF, RFF et gouvernements responsables et coupables

Il est évident que le dramatique accident de Brétigny-sur-Orge est la conséquence du manque de surveillance et d'entretien des infrastructures, comme le dénoncent régulièrement les travailleurs et les syndicats de la SNCF.

À l'heure actuelle, les agents du service des infrastructures (Infra SNCF) doivent effectuer l'inspection des voies en restant sur la piste le long de la voie. Cette procédure est motivée par le fait qu'un visiteur de voie doit être protégé par un autre cheminot, qui surveille l'arrivée de train pendant que le visiteur examine les appareillages. Mais, par souci d'économies, ces agents annonceurs sont de moins en moins nombreux. D'ailleurs, les effectifs des brigades Infra ont été divisés par deux en quelques années. Et dans le cas de Brétigny, entre la piste et la voie 1, se trouve la voie Ibis, ce qui ne permet pas de voir précisément tous les appareillages constituant les aiguillages. Et puis, lorsqu'on signale qu'il manque des boulons sur les éclisses ou d'autres problèmes de même importance, il n'est pas rare de s'entendre

dire par les cadres que cela peut attendre. Aujourd'hui, on ne peut que constater le retard énorme pris par la remise en état des voies et des aiguillages.

La direction SNCF prétend que l'éclisse en cause dans l'accident de Brétigny avait été contrôlée il y a peu de temps.

Mais si cela s'est fait dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi elle a aussitôt annoncé qu'elle allait faire contrôler toutes les éclisses de France et de Navarre ! C'est pratiquement un aveu du peu de confiance qu'elle a dans ses propres contrôles.

D'ailleurs, pour le moment, elle n'a pas réussi à trouver un lampiste à accuser, comme elle a su si bien le faire après les catastrophes d'Argenton-sur-Creuse (1984), de Flojac (1985), de la gare de Lyon (1988) à Paris, de Melun (1991). Dès le 12 juillet, à peine trois heures après la catastrophe, elle savait ce qui s'était passé puisque ses experts avaient fait leur enquête. Elle a cependant attendu le lendemain après-midi pour expliquer les faits dans la presse, se donnant ainsi le temps de chercher un moyen de se dédouaner. En vain. Cela fait des années que des travaux

de rénovation de ce secteur de Brétigny ont été reportés par la SNCF faute de moyens.

Et c'est bien là tout le problème. Seule une surveillance visuelle, précise, régulière, ainsi que des interventions rapides pourraient éviter ce genre de situation. Mais ni RFF, ni la SNCF, ni le gouvernement comme autorité de tutelle, ne sont prêts à mettre en œuvre les moyens financiers, humains, matériels, pour interdire qu'une telle catastrophe puisse se reproduire. Aussi sont-ils coupables et à 100 % responsables.

Correspondant LO



L'éclisse en cause.



Train 3700 arrêté à quelques mètres du train déraillé.

• SNCF Lyon

À quand la catastrophe ?

Le 26 juin dernier, à l'entrée sud des voies de la gare de la Part-Dieu, une rame automotrice, dite Z2, transportant des voyageurs, déraillait. Elle bloquait pour plusieurs heures la circulation des TER vers Saint-Étienne, Grenoble, Chambéry et Valence. Le journal *Le Progrès* du lendemain signalait simplement « un incident matériel » et, depuis, silence radio dans tous les médias.

L'incident n'était pourtant pas rien puisqu'il s'agissait de la rupture franche d'un essieu porteur de la rame. Autrement dit, le train perdait une roue et, n'étant plus guidé, c'était le déraillement assuré, qui pouvait se transformer en catastrophe. La cinquantaine de voyageurs de cette rame et l'agent de conduite qui la pilotait ont eu une chance incroyable que cette rupture soit survenue à petite vitesse et dans un passage à voie unique !

Ce genre d'accident est, pour le moment, extrêmement rare. Mais on retrouve ici une partie des problèmes engendrés

par les choix actuels de la direction de la SNCF : les suppressions d'emplois, les réorganisations incessantes, la course aux économies y compris sur la sécurité.

En ce qui concerne l'entretien du matériel roulant, un des aspects de cette politique est « l'optimisation industrielle de la maintenance », en clair, l'intervalle de temps de plus en plus grand imposé par la direction entre deux visites d'une rame, d'un wagon ou d'une locomotive. Et la question qui se pose est : depuis combien de temps les essieux de cette rame n'avaient-ils pas été contrôlés ?

Autrefois, le Technicentre voisin d'Oullins disposait des techniques et des agents compétents pour le contrôle des roues et des essieux. Aujourd'hui, ce sont des équipes de Chambéry qui se déplacent... si on les appelle. Partout, des emplois de personnel qualifié ont été supprimés, que ce soit à Oullins, au Technicentre de Lyon dont dépend la rame accidentée, ou ailleurs.

La course aux profits de la SNCF peut être qualifiée de criminelle.

Correspondant LO

• Déraillement à Saintes (Charente-Maritime)

Économies criminelles

Mardi 16 juillet vers 7 h 45, un train de ballast SNCF a déraillé à la sortie sud de Saintes suite à une rupture d'essieu. Résultat : trafic paralysé vers Royan, Bordeaux, Angoulême. Il y quinze jours, le même accident a eu lieu au sud de Lyon. Et puis il y a eu Brétigny-sur-Orge !

À Saintes, le wagon s'est couché juste après les quais de la gare et à quelques mètres d'habitations. On n'est pas passé loin d'une nouvelle catastrophe.

Les économies d'investissements et d'entretien de la direction sont payées cash. La vie des usagers et des cheminots ne pèse pas lourd dans ses calculs.

Correspondant LO



• Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 153 (juillet-août 2013)

- Faire face à l'aggravation de la crise de l'économie capitaliste
- **France**
 - Le bilan calamiteux d'un an de gouvernement Hollande-Ayrault
 - L'extrême droite, un danger mortel pour la classe ouvrière
 - La grève de PSA Aulnay et le rôle des militants révolutionnaires dans les luttes
- **Allemagne**
 - Derrière le prétendu modèle économique, une exploitation accrue des travailleurs
- **Turquie**
 - De la défense des arbres d'un parc à la révolte contre un régime policier
- **Brésil**
 - Révolte contre la hausse des tarifs de transport : l'envers du « miracle brésilien »

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,63 euro